

**Déclaration de la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC  
60ème session du Conseil des droits de l'homme  
Genève, le 9 septembre 2025**

**Monsieur le Président du Conseil**

**Monsieur le Haut-Commissaire**

**Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre  
de la justice**

**Monsieur le Ministre des Droits Humains**

**Monsieur le Ministre de la Communication**

**Madame la Présidente de l'Equipe des Experts indépendants sur la  
République démocratique du Congo**

**Excellence Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs**

**Tout protocole observé, Mesdames et Messieurs**

Permettez-moi de féliciter Monsieur Samuel Mbemba, nouveau Ministre des Droits humains de la RDC et de l'assurer de l'engagement de la MONUSCO à coopérer avec lui pour la protection des droits humains, la justice transitionnelle et la lutte contre l'impunité.

Je remercie le Haut-Commissaire pour sa présentation de la situation des droits de l'homme qui continue de se détériorer, affectant particulièrement les femmes, les enfants et les personnes déplacées par les conflits.

Je salue le travail de la Mission d'établissement des faits et la bonne coopération des Etats membres pour la bonne mise en œuvre de son mandat.

Je salue également le travail important de l'Equipe d'Experts internationaux et demande à ce Conseil de continuer à le soutenir.

Dans le cadre des processus de paix de Washington et de Doha, j'appelle toutes les parties à respecter leurs engagements et à veiller à ce que les droits de l'homme et la protection des civils soient au cœur de ces initiatives.

En dépit de l'appel du Conseil de sécurité dans sa résolution 2773 à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, les affrontements se poursuivent. Les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire atteignent à un niveau qui sapent les efforts entrepris pour la fin de la violence dans l'est de la RDC. A cet effet, je suis profondément préoccupée par les exécutions sommaires dans le territoire de Rutshuru par le M23/RDF.

Malgré les avancées enregistrées dans le cadre du dialogue d'Aru 2 dans la province de l'Ituri, dialogue soutenu par la MONUSCO, la situation sécuritaire s'est progressivement détériorée avec la reprise des hostilités entre groupes armés. Une fois de plus, la population civile en paie le plus lourd tribut.

Au cours des deux derniers mois, les Forces démocratiques alliées (ADF) ont multiplié des attaques contre les civils au Nord Kivu et en Ituri, causant la mort de 152 civils dont des femmes et des enfants sur la période de juillet et d'août.

La situation des victimes de violences sexuelles, particulièrement celle des femmes et des filles, me préoccupe profondément car le nombre de cas augmente tandis que l'assistance ne fait que diminuer.

La situation humanitaire n'est guère meilleure. Plus de 8 millions de personnes déplacées peinent à recevoir l'assistance humanitaire à cause de l'insécurité et du manque de ressources. Et l'on déplore la perte d'au moins 13 travailleurs humanitaires depuis janvier 2025.

**Monsieur le Président,**

Les abus des droits humains, avec notamment une multiplication des cas de détention arbitraire, dans des zones sous contrôle du M23/AFC restent préoccupantes. Les acteurs de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes font l'objet de persécutions inédites.

Dans les zones sous contrôle de l'AFC/M23, la MONUSCO continue d'abriter des civils dans ses bases à Goma, et à appuyer la protection de centaines de défenseurs des droits de l'homme, des activistes de la société civile et des journalistes.

Malgré les défis sécuritaires, la Mission continue de jouer un rôle crucial dans la protection des civils en Ituri et au Nord-Kivu. En 2025, la Mission a renforcé ses patrouilles dans les zones à haut risque, facilité le retour de déplacés dans certaines localités, et soutenu la lutte contre l'impunité.

Alors que les messages et discours de haine documentés avaient fortement baissé avant la fin de l'année 2024, l'on assiste, selon le seuil de Rabat, à un regain en lien avec la dégradation de la situation sécuritaire dans les provinces de l'Est. Pour inverser cette tendance, la campagne « Mieux vivre ensemble » que les Nations Unies ont lancée depuis le mois de mai vise à promouvoir la cohésion sociale et un climat propice à l'adhésion des communautés aux initiatives de paix.

**Ladies and Gentlemen,**

The ongoing financial crisis affecting the United Nations has significantly undermined our ability to fulfill our human rights mandate. It has led to reduced field deployments, disrupted technical assistance in critical areas such as transitional justice and the fight against impunity—including forensic expertise—and limited support to national institutions. This financial strain threatens to reverse hard-won progress in human rights protection, accountability, and democratic governance.

Thank you for your attention. Je vous remercie.